

Lovelock, irréalisme et reniement

Par Benjamin Dessus, Gustave Massiah et Jean-Pascal van Ypersele

Les énergies renouvelables rendent déjà des services nettement plus importants que l'électricité nucléaire.

En déclarant dans une tribune (*Le Monde* du 1er juin) : *"L'énergie nucléaire est la seule solution écologique"*, James Lovelock, connu dans les milieux écologistes en tant que promoteur de l'hypothèse Gaïa d'une terre organisme autorégulé, jette évidemment un pavé dans la mare des "écologistes" au moment où le gouvernement Raffarin lance la construction d'un nouveau réacteur nucléaire à l'issue d'une absence remarquable de débat parlementaire.

Cette conversion tardive d'un gourou de l'écologie pure et dure s'appuie sur la conviction que le réchauffement de la planète est le risque le plus important que devrait affronter l'humanité dans les cinquante années qui viennent.

Après nous avoir décrit, pour le moins sans complaisance, les catastrophes qui nous attendent, il aborde la question cruciale du *"Comment y échapper ?"*. Convaincu avec raison qu'il n'y a pas d'issue sérieuse à moyen terme dans l'émergence de technologies révolutionnaires, il compare les mérites respectifs des énergies renouvelables et du nucléaire, les deux sources énergétiques disponibles aujourd'hui qui ne contribuent pas aux émissions de gaz à effet de serre, pour remplacer au plus vite les énergies fossiles responsables des désordres attendus.

Et, à ses yeux, il n'y a pas photo : quoi qu'on fasse, les énergies renouvelables (le solaire, la biomasse, l'éolien, la géothermie), resteront confinées à un rôle d'appoint pour les quarante ans qui viennent. Reste alors le nucléaire, la seule solution à ses yeux qui puisse quantitativement suffire dans les décennies à venir. Alors, devant le spectre de la catastrophe, et même si c'est une solution qui n'est pas sans risques, il n'y a pas d'autre choix. Et puis, nous dit-il, *"l'opposition au nucléaire s'appuie sur une peur irrationnelle nourrie par une fiction dans le style Hollywood, alors que cette énergie s'est révélée depuis son origine la plus propre de toutes..."* Et notre homme de supplier ses collègues de renoncer à leur *"opposition butée"* au nucléaire.

Un raisonnement finalement classique pour un citoyen français auquel on assène depuis longtemps qu'entre effet de serre et nucléaire, il va bien falloir choisir.

Plutôt que d'argumenter sur le degré de rationalité de cette peur du nucléaire, entrons un instant dans le raisonnement de Lovelock. Il faut alors vérifier que le développement massif d'un nucléaire supposé sans défaut est de nature à changer vraiment la donne pour les décennies qui viennent.

Car, curieusement, l'auteur n'apporte aucun argument chiffré, ni sur la consommation mondiale

d'énergie, ni sur les renouvelables, ni sur le nucléaire, à l'appui de ses affirmations.

Il laisse entendre que la consommation d'énergie mondiale, tirée par la démographie des pays en développement, va continuer son irrésistible croissance et ne fait aucune allusion à une possibilité quelconque de modération de la croissance de la consommation des pays riches dans les décennies à venir. Un scénario "laisser faire", qui, comme le montrent bien les études de l'OCDE, décrit l'image d'un monde qui passerait d'une consommation d'énergie primaire de 9 200 Mtep (millions de tonnes équivalent pétrole) en 2000 (dont 8 000 de fossiles) à 15 000 en 2030 (dont 13 000 de fossiles) et à 19 000 en 2050, dont au moins 16 000 de fossiles. L'enjeu sous-jacent au propos de l'auteur est donc la substitution d'une dizaine de milliers de Mtep en 2030 et de l'ordre de 13 000 Mtep en 2050, de façon à limiter nos émissions à la capacité d'absorption de gaz carbonique de la biosphère.

Une telle ambition est-elle un tant soit peu réaliste ?

Aujourd'hui, le nucléaire fournit environ 21 % de l'électricité mondiale. L'électricité elle-même représente seulement 17 % de la consommation finale d'énergie mondiale.

L'ambition décrite ci-dessus implique donc à la fois :

- une augmentation massive de la proportion d'électricité dans la consommation totale d'énergie (elle-même en rapide augmentation d'ici à 2050) pour la faire passer de 17 % actuellement à 70 % en 2050 ;
- une augmentation massive du taux de pénétration du nucléaire dans la production d'électricité de 21 % à plus de 90 % en 2050.

Il faudrait pour cela construire chaque année l'équivalent du parc nucléaire mondial actuel, 400 centrales environ, plus d'une par jour, un investissement de 600 milliards d'euros par an, au bas mot, alors que nous sommes sur un rythme de une ou deux par an actuellement.

Il faudrait aussi multiplier la production d'uranium par 15 à l'horizon 2030, alors que les réserves connues sont limitées à une petite cinquantaine d'années au rythme actuel de consommation du parc.

Ces centrales une fois construites, il faudrait édifier des réseaux électriques à la dimension d'une production d'électricité de 6 à 8 fois supérieure à celle d'aujourd'hui.

Enfin, il faudrait "placer" cette électricité, bien au-delà de ses applications actuelles, dans des secteurs entièrement nouveaux (transports routiers) alors

qu'on ne dispose pas des technologies nécessaires pour atteindre les taux de pénétration très élevés que requiert ce projet.

S'il est vrai que le nucléaire peut, pour un temps et dans certains pays, contribuer partiellement à la réduction des émissions de gaz carbonique de la production d'électricité, il apparaît clairement que le projet proposé n'est ni vraisemblable ni faisable. Et cela sans même tenir compte du monde à deux vitesses que cela risque d'entraîner entre les pays qui pourraient s'équiper de nucléaire et les autres, ni des nouveaux risques que le terrorisme ferait courir à l'humanité avec un parc de 8 000 centrales nucléaires.

Comment expliquer qu'un écologiste patenté comme James Lovelock n'ait même pas songé à citer, quitte à la critiquer, l'immense marge de manœuvre que représente l'efficacité et la sobriété énergétique dans les stratégies de sauvegarde de la planète ? Aurait-il oublié que l'énergie la moins polluante est celle qu'on ne consomme pas ? Pourquoi faire le procès sans appel des énergies renouvelables, dont on sait

pourtant qu'elles rendent déjà des services nettement plus importants et peuvent rendre des services beaucoup plus diversifiés que l'électricité nucléaire, en particulier dans les transports ?

On reste confondu devant la naïveté de tels propos qui détournent des vraies questions auxquelles l'humanité va se trouver confrontée. L'obscurantisme n'est pas toujours du côté que l'on croit. James Lovelock nous en apporte tristement une nouvelle preuve.

- **Benjamin Dessus** est président de l'association Global Chance.
- **Gustave Massiah** est président du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID).
- **Jean-Pascal Van Ypersele** est climatologue, professeur à l'Université catholique de Louvain.

Le Monde du 10 juin 2004.